

**Assemblée générale**

Distr. générale
2 octobre 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général**Lettre datée du 25 septembre 2009, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration écrite publiée par la délégation grecque dans l'exercice de son droit de réponse à des observations faites par M. Gjorge Ivanov, le Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, le 25 septembre 2009, à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Anastassis Mitsialis



**Annexe à la lettre datée du 25 septembre 2009 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent de la Grèce auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration faite par S. E. l'Ambassadeur
Anastassis Mitsialis, Représentant permanent
de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies,
dans l'exercice de son droit de réponse à la déclaration
faite par S. E. M. Gjorge Ivanov, Président
de l'ex-République yougoslave de Macédoine**

Je souhaite que soit consignée la déclaration suivante, formulée en réponse à la déclaration faite aujourd'hui par le Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, S. E. M. Gjorge Ivanov, durant le débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-quatrième session.

Il a été recommandé par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 817 (1993), et décidé par l'Assemblée générale, dans sa résolution 47/225 du 27 avril 1993, que ce pays serait provisoirement désigné, à toutes fins utiles à l'Organisation, sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine », en attendant que soit réglée la divergence qui a surgi au sujet de son nom.

En outre, par sa résolution 845 (1993), le Conseil de sécurité a prié instamment « les parties de poursuivre les efforts qu'elles mènent sous les auspices du Secrétaire général en vue de parvenir à un règlement rapide des questions qu'il leur reste à résoudre ».

La Grèce a participé aux négociations bilatérales conformément à la résolution 845 (1993) et à l'accord intérimaire conclu en 1995 entre les deux parties, en faisant preuve de bonne volonté et dans un esprit de compromis, dans l'espoir de contribuer à trouver une solution acceptable à la question du nom de l'État, sous les auspices du Secrétaire général et de son Envoyé spécial.

Néanmoins, le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a, au fil des ans, manifesté un mépris total pour les résolutions susmentionnées du Conseil de sécurité et adopté une position intransigeante et inflexible durant les négociations bilatérales menées sous les auspices de l'ONU, empêchant ainsi tout progrès ou un règlement amiable de la divergence entre les deux pays.

Même à l'ONU, comme cela s'est produit aussi aujourd'hui, le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine n'a jamais utilisé le nom par lequel ses deux principaux organes ont décidé que le pays devrait être désigné provisoirement, à toutes fins utiles à l'Organisation, mais il a, au contraire, toujours eu précisément recours au nom à propos duquel le Conseil de sécurité a reconnu l'existence d'une divergence entre les deux pays.

En novembre 2008, le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a introduit une instance devant la Cour internationale de Justice. C'est une nouvelle tentative de ce gouvernement visant à continuer d'entraver et de retarder la recherche d'une solution mutuellement acceptable à la divergence

concernant son nom, malgré les recommandations susmentionnées du Conseil de sécurité et les dispositions de l'Accord intérimaire de 1995.

Par ailleurs, l'ex-République yougoslave de Macédoine ne cesse de violer la lettre et l'esprit de l'Accord intérimaire, qui a jeté les bases pour établir un climat de relations de bon voisinage et de compréhension entre les deux pays, en attendant le règlement définitif de la question du nom.

La Grèce continue de soutenir fermement les négociations bilatérales menées sous les auspices de l'ONU et continue de penser qu'il importe de trouver rapidement une solution acceptable à la question du nom de l'État, qui prendrait en considération les intérêts et les sensibilités légitimes des deux pays et résoudrait un problème étroitement lié à la stabilité régionale. Parvenir à cette solution n'est possible que si aucun pays ne tente de s'assurer l'exclusivité de l'utilisation du nom, ce qui a pour effet de monopoliser la région géographique élargie de Macédoine.

Il ne devrait y avoir ni gagnant ni perdant dans cet effort. Une solution rapide à la question du nom de l'État est dans l'intérêt des deux pays, ainsi que de la paix et de la stabilité régionales. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 817 (1993), a énoncé clairement que ce problème doit être réglé « dans l'intérêt du maintien de relations pacifiques et de bon voisinage dans la région ». La Grèce est prête à rechercher une telle solution.
